

**II^e CONFERENCE INTERNATIONALE
DU RESEAU « FORMATION AGRICOLE ET RURALE » (FAR)
« Rôle des acteurs dans l'orientation et le fonctionnement des dispositifs de
formation rurale pour le développement »
TUNIS – 19 au 23 mai 2008**

« COMMENT FAIRE EVOLUER LES DISPOSITIFS DE FORMATION POUR MIEUX PRENDRE EN COMPTE : L'ACCES A LA FORMATION ET LES BESOINS DE FORMATION SPECIFIQUES DES FEMMES, L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET SOCIALE DES JEUNES, LA RELATION AVEC LA RECHERCHE ET LES UTILISATEURS ? »

Restitution des ateliers et débat.

Président de séance : M Insa MBAYE, directeur exécutif du Centre Interprofessionnel pour la Formation aux métiers de l'Agriculture (CIFA), Sénégal

- *L'accès à la formation et les besoins de formation spécifiques des femmes.* Secrétaire de séance : Philippe LEMAIRE, lycée agricole d'Aix-Valabre, Responsable du réseau Tunisie
- *l'insertion professionnelle et sociale des jeunes.* Secrétaire de séance : Seveia DOUGMO SANA, secrétaire général du comité pédagogique inter écoles, professeur à l'Ecole Nationale des Techniques de l'Elevage, Tchad
- *la relation avec la recherche et les utilisateurs.* Secrétaire de séance : Taoufik HARZLI, directeur de l'Institut National Pédagogique et de Formation Continue Agricoles, Tunisie

Philippe Lemaire.

Je vais présenter les réflexions de l'atelier n°1 qui était consacré à l'accès à la formation et les besoins spécifiques des femmes.

Quels constats faire sur la formation des femmes en milieu rural ?

Il existe une multiplicité des formations et des expériences dans les formations destinées aux femmes... Avec toutefois :

- une faiblesse particulière pour l'accès à l'apprentissage ;
- une grande disparité entre les régions, accentuée selon le degré d'urbanisation ;
- un accès à la formation globalement restreint malgré les efforts ;
- des formations trop souvent imposées et non co-construites ;
- enfin, la formation n'est pas en elle même garante de l'épanouissement (*entrée après la formation dans des ateliers qui exploitent la compétence sans rémunération appropriée*).

Les femmes ont-elles des besoins spécifiques de formation ? OUI et NON

- les besoins spécifiques des femmes proviennent de l'organisation sociétale rurale et du poids des traditions, en ce sens la spécificité existe ;
- le traitement spécifique de la formation des femmes rurales peut être source d'un renforcement du cantonnement des femmes à des activités perçues comme secondaires ;
- la question de l'alphabétisation n'est pas un frein absolu à l'acquisition de savoirs professionnels si les formations sont organisées en conséquences (absence de pré requis).

Quelle place pour les femmes dans le processus de développement des économies rurales ?

- cette place est apparue à travers les débats et les exemples comme tout à fait réelle ;
- et dans certains cas elle est même prépondérante ;
- cette place est sous estimée car non quantifiée ;
- l'appropriation de l'innovation technologique est plus rapide par les groupes féminins ;

- les organisations professionnelles féminines demandent à être appuyées pour influencer davantage dans l'orientation des plans de développements.

Quelles recommandations peut-on faire pour faire évoluer les dispositifs de formation ?

Redéfinir la nature des formations destinées ou plutôt proposées habituellement aux femmes :

- ne pas se limiter aux formations traditionnelles à des ateliers ou métiers complémentaires (couture, artisanat, petits élevages...) mais proposer des formations à de véritables métiers ;
- proposer des formations à des activités professionnelles innovantes et en phase avec les évolutions de l'économie (exemple, agriculture biologique, plante médicinale, nouvelles niches économiques) créatrices de revenus et de modernité ;
- accompagner ces formations depuis l'acquisition de la compétence technique jusqu'à la commercialisation et l'organisation des filières ;
- conforter les synergies entre les différents bailleurs de fonds dans leurs assistances matérielle et immatérielle au sein de projet de développement intégré ;
- organiser des sessions de formation pour les femmes rurales dans des plans globaux participatifs ;
- développer des dispositifs délocalisés de formation pour la femme rurale : cellule mobile pour intervenir sur place et lever les contraintes horaires et de déplacements des femmes ;
- mettre en place des unités régionales de diagnostic et de proposition de formation prenant en compte les contraintes de la tradition et des relations sociales (délocalisation) ;
- rendre visible la contribution de l'activité des femmes dans l'économie non seulement familiale mais également régionale et aussi sur le plan national (exemple au Yémen les femmes contribuent à 75% au revenu agricole) ;
- sensibiliser les femmes aux politiques de projets de développement avec une approche territoriale ;
- prévoir dans les dispositifs de formation un module destiné à renforcer les capacités des groupements ou organisations féminines pour leur permettre de devenir une force de proposition ou de lobbying vis à vis des institutions politiques et défendre ainsi leurs intérêts spécifiques.

Recommandations pour le Réseau FAR :

Un premier travail de capitalisation des connaissances et des travaux sur le sujet de la formation de la femme rurale est souhaité afin de définir les études complémentaires nécessaires et de valoriser les acquis :

1. organiser une réunion spécifique réservée à ce sujet complexe ;
2. utiliser le réseau FAR comme une force de proposition dans ce domaine.

Seveia DOUGMO SANA

Je vais présenter la synthèse des travaux de l'atelier « *Comment faire évoluer les dispositifs de formation pour mieux prendre en compte l'insertion professionnelle et sociale des jeunes ?* »

En introduction, le président et l'animateur ont rappelé les principales questions à traiter. Ensuite trois interventions ont permis de lancer les débats assortis des propositions relatives à la refondation et à la création des dispositifs de formation préparant les formés à une insertion professionnelle et sociale réussie, notamment en Agriculture et Milieu Rural :

- monsieur Jamal BOUDJENDAR a axé son intervention sur le thème « *Dispositif d'insertion en agriculture : cas du Maroc* » ;
- monsieur Edgard DEGUENONa axé son intervention sur le thème « *Professionnalisation des « métiers agricoles » au Bénin, et si le « maraîchage » marque le début du processus ?* » ;
- Mademoiselle Yamina MERZOUKI, jeune ingénieur Agronome n'a pas échappé aux difficultés de trouver des emplois à la fonction publique. C'est alors qu'elle a voulu être utile dans le domaine de sa formation en adhérant au Programme « Jeunes investisseurs ». Elle a créé l'Unité d'Études et de Conseils Agricoles, dénommée UEC ROUÏBA, Algérie.

Quelques éléments du débat.

Les dispositifs de formation sont confrontés au problème d'insertion et s'intéressent à la question. Par contre, les dispositifs d'insertion, se rendant compte que la formation ne permet pas souvent

l'insertion, se mettent à faire de la formation. La tendance aujourd'hui est que la formation puisse préparer l'insertion. Les dispositifs de formation et d'insertion doivent évoluer pour prendre en compte l'ensemble des candidats à l'insertion : diplômés, déscolarisés, nés dans le territoire..., là où ils veulent être.

En effet, il a été fortement fait mention que les dispositifs de formation doivent s'inscrire dans une logique de projet de société, être à l'écoute de leur terroir, préparer l'insertion dans le cadre d'un partenariat formalisé avec les autres acteurs (OPA, familles, employeurs, ONG...). Ainsi, dans la conception d'une formation professionnelle, il est indispensable de prendre en compte la dynamique d'insertion en intégrant la problématique d'accès au foncier, au crédit, aux innovations techniques, au marché, d'organisation professionnelle et l'amélioration des conditions de vie. L'insertion doit se faire dans la perspective de développement agricole. Il s'agit de diversifier les formations en milieu rural pour prendre en compte les petits métiers pour les jeunes. Cela nécessite, entre autres, un programme d'appui à l'emploi ; la mise en relation pour le financement ; l'accompagnement à l'insertion des jeunes qui croient à leur territoire et s'y investissent. Les taux d'insertion au Maroc, par exemple, sont relativement bons. Cependant des études d'insertion professionnelle sont cruellement manquantes partout, faute d'outils et de méthodologie. Les connaissances sur les territoires sont à améliorer. Enfin, certains dispositifs d'insertion apparaissent comme une étape vers d'autres opportunités (cas de l'Algérie, où les conditions juridiques sont à revisiter).

Par ailleurs, les débats ont porté sur les perceptions, souvent négatives que les acteurs ont sur le secteur rural : Les familles veulent que les enfants partent le plus loin possible eu égard aux conditions locales peu incitatives et engageantes. Les exploitations déjà de petites tailles contraignent également les familles à encourager plutôt les départs des enfants pour éviter l'émiettement. Ceux qui restent sont ceux qui échouent. Les lauréats qui ont poursuivi de longues études ont généralement du mal à repartir en milieu rural. L'exode rural pose également le problème de la relève. Il est donc nécessaire d'améliorer l'image du secteur agricole et rural.

Les changements importants qui doivent s'opérer dans le secteur agricole et rural, supposent que chaque acteur puisse maîtriser ses rôles, se développer, se diversifier, s'adapter voire devenir concurrent. À cet effet, les acteurs ont besoin d'un environnement socio-économique et institutionnel sécurisé et incitatif (accès au marché, au foncier, conditions juridiques, mais aussi santé, éducation de base, infrastructures de base, NTIC... et autres modernités). Plus l'environnement est stimulant, plus les acteurs vont avoir envie d'oser, de s'engager, d'innover. Le faible niveau éducatif de base en milieu rural, dans les pays en Afrique au sud du Sahara par exemple, limite les possibilités des concernés de saisir les opportunités qui se présentent à eux.

Le déficit de communication en matière d'insertion a été également relevé. En ce qui concerne les jeunes eux-mêmes, il a été rappelé que « *ce sont seuls les arbres de même hauteur qui s'échangent les singes* ». L'image de l'agriculture véhiculée est celle du Nord qui existe peu ou pas en Afrique. D'où la nécessité d'avoir des référents locaux et d'aider les jeunes à se structurer pour partager les expériences des anciens. Les autres acteurs ont également un rôle à jouer, notamment à travers un forum où les employeurs viennent parler des emplois et les collectivités des spécificités de leur territoire pour y intéresser les jeunes.

Les recommandations faites par l'atelier.

À l'issue des débats qui ont suivi les interventions introductives, les participants ont formulé les recommandations suivantes :

Au Réseau FAR :

1. mettre au point des outils et méthodologies d'étude sur l'insertion professionnelle et sociale des Jeunes en Agriculture et milieu rural ;
2. appuyer le développement d'une expertise en matière de préparation et d'accompagnement des projets de vie des jeunes ;
3. appuyer la valorisation des acquis de la coopération internationale, en matière de formation et d'insertion professionnelle et sociale des Jeunes en agriculture et milieu rural.

Aux pays membres du Réseau FAR :

1. améliorer les connaissances sur les territoires ;

2. promouvoir les emplois ruraux en valorisant et renforçant les dynamiques de Développement local (DL) à travers la promotion de la formation et l'insertion des jeunes en agriculture et milieu rural ;
3. promouvoir l'insertion professionnelle et sociale des Jeunes en agriculture et milieu rural, en:
 - développant une communication interne et externe active à travers des « Amicales des jeunes », des fora des acteurs concernés ;
 - améliorant l'environnement de la formation : environnement socio-économique, juridique, santé, NTIC,... et autres modernités ;
 - élevant le niveau d'éducation dans le pays, préparant ainsi les apprenants à mieux saisir les opportunités qui se présentent à eux ;
 - formant des formateurs à mieux assurer leurs nouvelles fonctions (i) aider les Jeunes à avoir confiance en eux-mêmes, (ii) faire émerger les projets des jeunes, (iii) préparer et accompagner l'insertion des jeunes....
 - valorisant des OPA dans l'accompagnement, le parrainage et l'insertion.

Taoufik HARZLI.

L'atelier sur la relation des dispositifs de formation avec la recherche et les utilisateurs a commencé par une présentation de trois expériences différentes.

La première concerne le cas du Bénin où des chercheurs universitaires se sont focalisés sur les systèmes d'élevage porcin et les attentes des éleveurs pour produire des connaissances avec eux et proposer des solutions économiquement rentable, techniquement réalisable et socialement acceptable. Dans ce cas l'universitaire a joué le rôle de chercheur formateur en sortant de son laboratoire de recherche pour accompagner les éleveurs dans le processus de développement des nouveaux savoir et savoir faire à partir de leur vécu.

La deuxième expérience présentée est celle de la Tunisie où l'agriculture est confrontée à un double défi : l'amélioration de la production pour atteindre la sécurité alimentaire, et la production de produits compétitifs. Pour relever ces défis, on a insisté sur la nécessité d'un saut technologique permettant l'amélioration de la production, de la productivité et de la qualité des produits agricoles au niveau des exploitations. La problématique identifiée se situe au niveau de l'interface entre les différents acteurs de la filière du progrès : la recherche, la formation et les utilisateurs.

La troisième expérience est celle de l'Algérie qui a récemment mis en place un Plan National de Développement et Rural où l'exploitant et l'exploitation agricole sont au centre du processus de développement engagé. Les chercheurs, les agents des vulgarisations, les formateurs travaillent en harmonie pour résoudre les problèmes des exploitations agricoles et répondre aux attentes des différents acteurs de la production agricole. Cette expérience a adopté une démarche de planification concertée et un système de suivi et d'évaluation bâti sur des indicateurs de réalisation et d'impact permettant de réagir en fonction des résultats obtenus.

Après la présentation de ces trois expériences qui ont permis d'introduire la question de la relation des dispositifs de formation avec la recherche et les utilisateurs, les participants ont abordé d'abord le rôle des différents acteurs dans le développement agricole et rural.

Rôles des différents acteurs.

Schématiquement la recherche est appelée à produire des « connaissances » adaptées aux différentes situations de développement agricole et rural. La vulgarisation joue le rôle de diffusion des « connaissances ». La formation qu'il faut distinguer de la vulgarisation doit pouvoir jouer le rôle d'interface entre les différents acteurs. Produire des connaissances avec la recherche, appuyer la vulgarisation à les diffuser et développer les compétences des utilisateurs sont des nouvelles voies que les dispositifs de formations pourraient suivre pour assurer le rôle d'interface.

Le cadre institutionnel et législatif.

Ensuite les participants, à partir des trois expériences présentées, ont soulevé le problème du cadrage général des domaines de compétences des dispositifs de formation. Au Bénin, l'absence de cadre de référence permettant de statuer des actions d'appui, de recherche-formation est une contrainte pour

capitaliser cette expérience où l'universitaire est devenu formateur des éleveurs sans pour autant négliger son rôle de chercheur. En Tunisie bien que la production agricole soit en augmentation les niveaux de performance des exploitations sont encore faibles.

Les dispositifs de formation jouant le rôle d'interface entre recherche, vulgarisation et agriculteurs et permettant d'accompagner les uns et les autres dans le processus de développement agricole afin de réaliser le saut technologique au niveau des exploitations agricole dispose d'un nouveau cadre général favorable pour améliorer ses capacités d'adaptation et de réactivités.

En Algérie, la recherche, la vulgarisation et la formation travaillent en concertation et en synergie avec les utilisateurs dans le cadre du plan National de Développement Agricole et Rural.

Les recommandations.

Les participants, après une discussion très intense et riche, ont identifié le problème d'interface entre les différents acteurs du développement agricole et rural. L'hypothèse de développer les interfaces entre les différents acteurs à travers une courroie de transmission constitue la recommandation principale de l'atelier. Les dispositifs de formations sont les mieux placés pour jouer cette fonction de courroie de transmission.

Les autres recommandations sont :

- le réseau FAR est appelé, dans le cadre de ses activités, à capitaliser et à accompagner les différentes expériences nationales et régionales. La capitalisation concerne les concepts développés, les études réalisées, les compétences identifiées, etc. L'accompagnement concerne le développement d'une réponse appropriée aux demandes émanant des différents pays relatives à la mise en place des dispositifs de formation assurant cette fonction de courroie de transmission sur des champs d'application territorialisé ou par filière ou d'un niveau national.
- intégrer la recherche dans le pilotage des dispositifs de formation au même titre que les deux autres acteurs : Etat et Profession ;
- intégrer la formation dans la réflexion conduite par les collectifs internationaux sur la diffusion de l'innovation ;
- réfléchir sur les contours des concepts utilisés : vulgarisation, formation, formation non formelle,, formation formelle ;
- apporter des expériences sur certains approche liées au système de gestion de communication (concertions).

Dernières recommandation :

- La réalisation d'étude Recherche / Développement ;
- La formalisation de réseau FAR au niveau national et ceci par la désignation d'un correspondant au niveau national.